24857/7

I

TRE'S-HUMBLES
 ET TRÉS-RESPECTUEUSES
 REMONTRANCES

QUE présentent au ROI, notre très-honoré & Souverain Seigneur, les Gens tenans sa Cour de Parlement à Rouen.

SIRE,

La vénération de Votre Parlement pour Votre Majesté, la connoissance du caractère de Justice & de bonté qui vous est propre, ne nous permettront jamais de réputer le Trône inaccessible à la vérité, quels que soient les efforts qui se font pour lui en interdire l'accès,

A

2

Le vrai zèle ne se rebute point. Quelquefois la préoccupation peut le méconnoître & l'écarter ; mais il est des momens plus heureux. L'artifice & l'adulation peuvent le combattre ; jamais ils ne pourront le vaincre.

De premières Remontrances ont été sans succès. Votre Majesté Elle-même nous en a appris la cause. On les avoit à tel point envenimées à vos yeux, que vous n'y reconnoissiez point l'intégrité inaltérable des vrais principes de la Monarchie, & que l'objet vous en paroïssoit étranger à votre Parlement.

Nous devons, SIRE, en développant des principes contre lesquels on a tenté de vous prévenir, en démontrer la pureté & l'exactitude ; & en rendant compte à Votre Majesté de l'idée que nous avons toujours eue & que nous aurons toujours de sa Grandeur suprême, lui faire connoître que cette idée est telle, qu'il n'est pas possible d'y ajouter.

Nous devons aussi vous représenter, SIRE, que le désastre de la Province de Franche-Comté ne peut être une affaire étrangère à votre Parlement : que l'enlèvement qui a été fait à cette Province de ses défenseurs immédiats, ne doit point

la laisser sans défense, Que les Magistrats qu'elle regrette sont les membres du Corps entier qui les réclame. Que les autres classes ne font avec eux qu'un seul & même Parlement. Vérité certaine à tous égards, qui prend sa source dans l'origine même des choses, dans l'essence & dans l'économie constitutive de l'Empire François.

L'unité, principe de force & de stabilité, présida à la formation de la Monarchie Françoisise.

Un même instant vit éclore trois Elémens dont l'assemblage majestueux ne fait qu'un tout inséparable, un Roi, une Loi, un Parlement.

Un Roi couronné par la Loi, appuyé sur son Parlement.

Une Loi qui est au Roi ce que la volonté est à l'ame, un Roi & une Loi qui n'ont par conséquent (a) qu'un même pouvoir de régner.

Un Parlement uni à son Roi par des liens semblables à ceux qui unissent l'ame & le

(a) *Dedecet Regem transgredi legem; cum & Rex & Lex eandem imperandi excipiant majestatem.* Vie de Louis le Gros, par M. l'Abbé Suger... *Pro æquitate servanda & nobis parimur contradici, cui etiam obedire oportet.* Cassiodor. liv. 6. variat. c. 6.

corps ; soumis , docile à toute impulsion de la Loi , comme le corps l'est au moindre acte de la volonté. Création politique digne de toute admiration , ouvrage d'une sagesse infinie : la plus parfaite & la plus durable de toutes les Monarchies devoit en effet dans sa constitution emprunter l'image de ces rapports , de cette harmonie , de cette organisation inimitable dont le Tout-puissant composa l'Être auquel il destinoit l'éternité.

Unité d'un Royaume dont les Provinces se multiplient , & ne font qu'une seule domination.

Unité d'une Loi fondamentale à laquelle on peut suivant son langage & suivant ses besoins , ajouter (a) de *nouveaux chapitres*.

(a) Cette unité de la loi est également établie ; & par les Capitulaires que personne ne doute être vraiment la Loi fondamentale , & par les Ordonnances du présent règne. Le troisième Capitulaire de Charlemagne de l'an 803, qui se trouve dans Baluze , tom. 1. fol. 340. n. 19. exprime ainsi les solemnités nécessaires pour ajouter de nouveaux chapitres à la loi , *Ut populus interrogetur de capitulis quæ in lege noviter addita sunt ; & postquam omnes consenserint , subscriptiones & manufirmationes in ipsis Capitulis faciant.* L'Ordonnance du Roi du mois de Février 1731. dans son préambule porte : » Que la Loi doit être » une dans sa disposition , & ne pas dépendre de

toujours concordans avec elle , puisés dans le même esprit , comparés , délibérés , vérifiés & inférés au Registre de la Loi , avec les mêmes solennités qui accompagnèrent la naissance de cette Loi primitive à laquelle on les incorpore pour ne faire qu'une seule & même Loi.

Unité d'un dépôt de la Loi , suite nécessaire de l'unité de la Loi , & par conséquent unité d'un Parlement qui a pû s'accroître & s'étendre pour porter au loin les influences de la justice ; mais dont toutes les branches partent du même tronc , & ne font avec lui que ce seul & unique olivier de paix qui a ses racines antiques dans les fondemens de la Monarchie , & couvre d'une ombre salutaire toute la surface du Royaume.

Tel aujourd'hui qu'il fut dans son origine , votre Parlement , SIRE , n'a rien perdu de l'unité qui fait son essence. Dans la crainte de lui porter la moindre atteinte , Philippe le Bel [a] PROPOSA D'ORDONNER

» la différence des tems & des lieux. . . *Diversité*
 » contraire à l'honneur de la Justice , qui le seroit
 » encore plus au bien public. »

[a] Præterea propter commodum subjeetorum nostrorum & expeditionem causarum *Proponimus ordinare* quod duo Parlamenta Parisius , & duo

plutôt qu'il n'ordonna, qu'au lieu de la Chambre établie dans le Parlement pour le Languedoc, le Parlement tiendrait ses séances chaque année à Paris & à Toulouse; & il le proposa, non pour démembler ou diviser l'unité indivisible du Parlement, non pour faire brèche à cette partie essentielle du Droit public de la nation, mais au contraire sous la condition expresse du CONSENTEMENT DES PEUPLES, ET POUR LA PLUS GRANDE COMMODITÉ DES SUJETS ET EXPÉDITION DES AFFAIRES.

Le Parlement fut pour lors à Paris & à Toulouse; il est aujourd'hui dans la Capitale & dans les Provinces ce qu'il étoit en même-tems en Egypte & en France pendant la Croisade de S. Louis, un seul & unique Parlement. [a]

scacaria Rethomagi, & duo trecesenses bis tenebuntur in anno; & quod Parlamentum apud Tolosam tenebitur si gentes terræ prædictæ consentiant quod non appelletur a Præfidentibus in Parlamento prædicto. Ordon. de Philippe le Bel du 23. Mars 1302. tom. 1. pag. 366. n. 62. des Ordon. du Louvre.

[a] On a, pendant la Croisade de S. Louis, des Arrêts du Parlement rendus à Paris & en Egypte, entr'autres un Arrêt rendu en Egypte entre le Comte d'Arras & le Comte de Ponthieu au sujet de la Justice de Ponthieu, & un autre rendu à Paris en faveur de l'Archevêque de Sens,

Si lorsque le Parlement ne résidoit qu'à Paris , on distinguoit le Parlement de la Toussaint & celui de Pâques , non pour exprimer deux Parlemens différens , mais deux époques différentes de ses séances ; si depuis , par un langage également impropre & négligé , on multiplie ce Corps en autant de Parlemens que de Villes dans lesquelles il est établi ; le stile le plus correct des Lettres Royaux , adressées aux Gens tenans la Cour de Parlement en tel ou tel lieu , n'exprime qu'une même Cour de Parlement , & ne multiplie que les lieux où elle est tenue. Les gens qui la tiennent dans les Provinces , ainsi que le rappelle François I. [a] ,, Furent tirés & éclipsés ,, du Parlement. Les Présidens & Conseil-
 ,, lers desdits Parlemens & de chacun d'i-
 ,, ceux , doivent être tenus & réputés
 ,, TOUS UNS , & y demeurer en votre
 ,, service en bonne union & fraternité. ,,
 [b] Leur zèle unanime en tous les lieux ,
 est (comme Votre Majesté l'a observé ,)
 qui lui accordoit main levée de la Regale de son Archevêché.

[a] Edit de Janvier 1521. Joly , Offices de France add. t. 1. pag. 75.

[b] Edit de Charles VII. du 12. Novembre 1454. Hist. de Languedoc 5. vol. Pièces, n. VII pag. 14.

“ [a] l'expression des sentimens de la Nation Françoise. „ Que résulte-t-il donc de la nature même des choses & du langage Royal ? Même origine, même autorité, même nom. Tous ces rapports caractérisent l'identité d'un même Corps composé de plusieurs *Compagnies*, comme chaque compagnie est composée de plusieurs membres.

L'exercice de la Justice distributive se partage en différens territoires ; mais la Justice elle-même est dans sa substance cette Justice supérieure à tout exercice particulier, qui est le principe essentiel de tout acte juste, l'élément de tout ordre public, le droit de tous, la source de la tranquillité du Royaume & du bonheur des Peuples ; cette Justice qui garde le Roi, la Loi & les Ministres de la Loi, qui est le fondement du Trône, la gloire du Souverain, son

[a] Lettre du Roi à M. le Maréchal Duc de Berwic, Commandant en chef les Armées de Sa Majesté en Espagne, en date du 20. Mai 1719. au sujet d'un Ecrit imprimé sous le titre de *Déclaration de Sa Majesté Catholique*. Voici les termes : *Les sentimens de la Nation Françoise sur ces Ecrits, sont assez connus par la prompte condamnation que mes Parlemens en ont porté, en qualifiant de crime de leze-Majesté la seule lecture de ces ouvrages séditieux.*

premier Domaine, & son Domaine le plus inaliénable ; cette Justice qui est la Justice de Dieu & non des hommes , qui ne varie point , & que l'on doit suivre toujours & en tout lieu ; cette Justice, SIRE, est une & indivisible. Votre Parlement, chacune des classes, chacun des membres qui le composent, sont également chargés de la défendre ; sa conservation est l'obligation de tous ; obligation solidaire entr'eux, puisqu'ils l'ont contractée par un serment commun ; obligation qui est également solidaire entre Votre Majesté & nous, puisque ce serment nous est commun avec Vous, & que nous devons l'acquitter à votre décharge.

C'est en effet, SIRE, l'acquit de ce serment Royal & du notre, c'est l'accomplissement de ce devoir solidaire de tous les Magistrats, c'est l'intérêt de cette Justice universelle, indivisible & immuable, c'est l'atteinte qu'elle reçoit en Franche-Comté, qui nécessite nos très-humbles, très-respectueuses & itératives Remontrances.

Notre objet n'est point d'entreprendre sur les droits de ce ressort particulier, mais au contraire de les revendiquer à son profit, & de réclamer en sa faveur une sauvegarde qui est aussi la notre, qui est celle de

la Justice elle-même , & qui ne seroit pas inviolable , comme elle doit l'être , si elle ne l'étoit également par-tout.

Nous ne craignons point, SIRE, que l'on parvienne à noircir aux yeux de Votre Majesté l'uniformité des démarches des différentes classes de votre Parlement.

Se détacher de la Société légale pour se former une Société particulière qui n'emprunte son autorité que d'elle-même , qui s'élève contre l'autorité publique , qui combatte & violente la Loi , qui mette le désordre dans l'Etat, & en rompe l'unité, c'est là, SIRE, cette Association que nous détestons & que nous punissons avec une juste sévérité.

Mais de quel front oseroit-on, SIRE, vous déferer sous ce nom odieux le saint concert que forme de droit le culte de la Justice entre les Ministres essentiels qu'elle s'est consacrée ?

Que de toute part ils se rassemblent sous son étendart, c'est leur mission : qu'ils se communiquent, qu'ils réunissent pour sa défense tout ce qu'ils ont de zèle, de vertu, de talens, de fermeté & de courage, c'est un tribut qu'ils lui doivent : Qu'ils la conservent dans son unité & dans son intégrité ; c'est ce que vous leur avez fait jurer, &

ce que vous avez juré vous-même ; Qu'à cette fin ils combattent sans cesse pour elle , c'est aussi pour vous , SIR E , qu'ils combattent , puisqu'elle doit régner avec Vous & que vous voulez régner avec elle.

Quiconque entreprend de vous séparer d'elle & de ceux dont elle ne se sépare point ; quiconque vous suggere de désunir les lumières , les conseils , les efforts légitimes , l'ensemble & l'unité d'une Société qu'elle-même s'est formée , d'une Société intimement unie avec Vous , dont Vous seul êtes l'ame & le chef , dont le serment est le lien , dont la Loi est le garant , qui fut créée avec l'Etat , qui est (a) « le retenant de toute la » Monarchie & la pierre fondamentale de la » conservation de l'Etat , » est un ennemi de l'Etat.

Que nos démarches fussent concertées , elles n'en seroient pas moins légitimes. Un amour tendre & respectueux pour Votre Majesté préside à toutes nos Remontrances. C'est toujours le zèle qui les provoque , c'est le devoir qui les dicte. Dans l'occurrence présente , l'importance & la nécessité les multiplient. L'expérience nous a plus d'une fois confirmé ce que l'une de vos Ordon-

(a) Pasquier, Recherches, liv. 2. ch. 4. *Idem.* Lettres, liv. 6. let. 1.

nances nous apprend (a) ^{la vérité}
 „rité parvient si difficilement aux yeux
 „les d'un Prince, qu'il est nécessaire que
 „plusieurs soient également à portée de la
 „lui faire entendre. „ Quel autre moyen,
 SIRE, de vous la faire parvenir, lorsque
 tout semble se liguier pour Vous en distraire ?
 Quel autre moyen de fixer vos regards
 sur des dangers trop réels que l'on Vous représente
 comme des êtres imaginaires ? Plût au Ciel
 que nous pussions Vous les dissimuler !
 Mais il Vous importe essentiellement
 de les connoître. Nulle considération ne
 doit nous arrêter.

Nos plaintes respectueuses n'instruiront
 que Votre Majesté seule de nos maux, de
 leur étendue, de leur cause & de leur progrès.
 Ils affligent en ce moment une Province
 entière, après avoir circulé dans tout le
 Royaume. Ce ne sont point de ces faits
 obscurs & clandestins qui ne s'éclaircissent
 que par l'exactitude d'une recherche juridique.
 Ils sont notoires.

Oui, SIRE, le mal dont nous nous
 plaignons est un mal qui s'invétère & se
 gangréne. Il n'attaque pas seulement quelques
 Magistrats, il s'étend sur le Corps entier
 de la Magistrature. C'est un plan formé

[a] Déclar. du 15. Septemb. 1715.

de

Plan odieux que votre Parlement. Vous avoit déjà dénoncé il y a quatre ans, que Votre Majesté a plus d'une fois profané, qui n'a point cessé de se reproduire sous différentes formes, & que l'on s'efforce encore d'exécuter. Rien n'a été épargné pour parvenir à ce but, dégouts de tous les genres, violences de toutes les espèces, mandats, exils, emprisonnemens, projets de destitution, suppressions, deux commissions illégales créées successivement pour les substituer au Parlement. Immédiatement après, entreprise téméraire des gens du Grand Conseil, auxquels on travailloit à soumettre le Parlement, en même-tems que l'on s'efforçoit d'affranchir de la subordination, des Juges inférieurs dont on favorisoit & recompensoit la révolte (a). On a tenté & l'on tente encore de trouver dans le Parlement même, ou du moins dans quelques-uns de ses membres détachés, le principe de sa destruction. Il n'est point de phantôme que l'on n'ait voulu substituer à ce Corps respecté que rien ne peut remplacer dans la confiance publique.

Depuis six ans & plus, à peine trouveroit-on quelque court intervalle entre les

[a] S. Michel & le Lieut. Génér. de B. yeux.

exils multipliés & consécutifs qui ont enlevé à Paris, à Rouen, à Rennes, à Bordeaux, à Aix, à Besançon les plus recommandables des membres de votre Parlement. Trois fois à Rouen & à Besançon le Sanctuaire pacifique de la justice a été changé en une place d'armes; autant de fois des guerriers destinés à combattre les ennemis de l'Etat, ont été employés à faire violence à la justice, à son dépôt, à ses ministres, défenseurs de la tranquillité publique, de votre autorité, de votre gloire, & de vos véritables intérêts.

Le Parlement séant à Paris, d'abord exilé en entier, peu de tems après s'est vu forcé de s'exiler lui-même, plutôt que de se prêter à l'opprobre de la Magistrature, à l'asservissement des Loix, & à la ruine entière de l'Etat. Cette double Eclipse de la justice dans son plus grand ressort a fait pendant trois ans la désolation des deux tiers de votre Royaume. Le même fléau avoit affligé votre Province de Guyenne, & celle de Normandie: il afflige encore actuellement la Franche-Comté pour la seconde fois; & deux Provinces voisines, pendant le tems intermediaire, en ont éprouvé toute l'amertume.

A ce tableau fidèle de nos disgrâces, qui pourroit ne pas reconnoître un système for-

mé de détruire les Loix & leurs dépositaires ? Système opiniâtre qui se reproduit sans cesse , qui change de forme & de lieu sans changer d'objet. En multipliant les actes de violence envers vos Magistrats , on se flatte de Vous faire illusion sur ce qui en est la cause : A force de les traiter en coupables , on compte Vous persuader qu'ils le sont ; on espère lasser leur courage à supporter tant de maux & votre constance à les réparer. On voudroit , s'il étoit possible , Vous faire violer la promesse que Vous nous fîtes dès les premiers instans de votre avènement à la Couronne (a) , “ Que la justice que vous devez à vos Sujets tien-
droit toujours la première place dans votre cœur. ”

Non , SIRE, elle ne sera jamais bannie d'un cœur fait pour l'aimer ; mais on parvient à la bannir successivement de tous les lieux où vous regnez par elle ; il est donc toujours quelque lieu où Vous ne regnez pas.

Peut-être essayeroit-on , SIRE , de vous persuader que c'est de notre part forcer l'expression , qu'au contraire c'est Vous faire régner davantage , que d'introduire une

[a] Déclaration du 4. Septemb. 1715.

façon de gouverner sans Loix & sans Magistrats ; que le Monarque est plus parfaitement Monarque , lorsqu'il ne partage pas même avec la Justice l'usage de son autorité. Il est sans doute des hommes qui parlent ainsi , puisqu'il en est qui agissent en conformité. Mais quelle absurdité dans le raisonnement ! Quelle bassesse dans l'idée qu'ils se font de votre grandeur ! Quelle malignité dans l'intention !

Les notions les plus communes apprennent à tous les hommes [a] “ Qu'il n'est point d'autorité sans Loix , que c'est dans les Loix qu'elle puise toute sa force . ” Cependant on détruiroit les Loix , & vous en regneriez d'avantage ! On accroîtroit votre puissance en sapant ses fondemens ; & c'est en faisant divorce avec la justice , que l'on prétendroit Vous rendre plus grand !

Un système aussi insensé a droit , SIRE , de nous irriter , parce qu'il Vous outrage visiblement , parce qu'il allarme vos peuples , parce qu'il tend à rendre odieux à l'humanité le joug aimable de votre puissance , parce qu'évidemment il la dégrade & l'avillit. Plus jaloux qu'aucun de vos Sujets d'exalter votre grandeur , c'est dans la divi-

[a] Synonimes François , pag. 454-455.

nité même que nous en puisons l'idée sublime. Vous partagez avec elle le nom de Majesté. Nous retracer l'image de sa justice & de sa bonté, régner comme elle, c'est à votre gré, SIRE, la seule façon de régner.

Votre pouvoir est absolu, il n'a de bornes que l'injustice; c'est là que se termine aussi la puissance du Roi des Rois. [a] "Dieu suit inviolablement les loix que sa Providence s'est imposées. Il se soumet, lui-même à l'ordre immuable de ses Décrets éternels. De tout tems aussi nos Rois ont regardé la Loi comme leur Souveraine. Dès la naissance de la Monarchie, ils ont déclaré [b] "Que leur propre autorité seroit de nulle valeur toutes les fois, qu'elle se trouveroit en contradiction avec la Loi. "

La toute puissance de Dieu laissée à l'homme sa liberté; il en est de même, SIRE, de votre autorité suprême. [c] "Vous ne commandez pas à des esclaves, Vous commandez à une nation libre. " Elle Vous

[a] Discours de M. d'Aguesseau, tom. 1 p. 125.

(b) Si quis autoritatem nostram subreptitiè contra legem elicuerit, fallendo principem, non valebit. Voyez Capitulaires du Roi Clotaire I. en 560. Baluze, tom. 1. fol. 7. n. 5.

[c] Maffillon Per. car. p. 148-149.

doit l'obéissance, " Vous lui devez la liberté des Loix. ,, Vous êtes le soixante & unième des Rois Chrétiens qui successivement nous ont juré de [a] " Conserver à chacun, ,, suivant son état & condition, les Loix sous ,, lesquelles ils ont vécu pendant les Regnes ,, précédens. ,,

La Loi de Dieu est (b) ,, le Pacte de ,, son alliance avec les hommes ; ,, la Loi du Royaume est aussi (c) le Pacte sacré de votre alliance avec la Nation Françoisse : (d) ,, c'est une espèce de Contrat qui destine le Souverain à regner , & les peuples à obéir. ,, A la vérité nul ne peut Vous demander compte de l'exécution de cet engagement solennel , si ce n'est Dieu seul qui en fut le dépositaire & qui stipula pour nous ; mais nous pouvons , (comme à lui)

[a] Legem vero unicuique competentem sicut antecessores sui tempore meorum prædecessorum habuerunt, in omni dignitate & ordine, favente Deo, me observaturum perdono. Voyez Baluze, tom. 2. fol. 6. n. 3. Serment de Charles-le Chauve en l'an 844.

(b) Genese ch. 17. v. 2. Exod. ch. 19. v. Deuter. ch. 5. 2. &c.

(c) Pactum legis fœlicæ. Voyez Baluze.

(d) Traité des droits de la Reine, composé par l'ordre de Louis XIV. pag. 169. Edit. de 1667. in-12.

Vous demander avec respect & soumission & avec cette importunité que le Ciel souffre, l'accomplissement de vos Promesses.

A ces traits, S I R E, ne reconnoissez-
Vous pas le véritable caractère de l'auto-
rité Suprême dans toute sa pureté ? Quelle
idée plus conforme aux droits immuables
que Dieu Vous communiqua lorsqu'il Vous
commit pour être son image ?

Qui seroit donc assez stupide pour pro-
poser d'étendre votre puissance au-delà ?
Portée au plus haut degré de perfection,
ne voit-on pas qu'elle ne peut être suscep-
tible d'aucun accroissement, qu'elle ne peut
se rapprocher de plus près de la Toute-puis-
sance, qu'au contraire toute variation ne
pourroit que l'en éloigner & la rabaisser
vers le néant des imaginations humaines ?

Que l'on substitue l'arbitraire de l'admi-
nistration aux Loix invariables sur la stabi-
lité desquelles se fonde votre puissance ;
c'est lui ôter sa justice, son immutabilité,
sa force : en un mot c'est lui ravir tous ces
rayons de gloire, tous ces attributs inestima-
bles qu'elle emprunte de la Divinité, qui
lui assurent l'hommage des cœurs & la vé-
nération des hommes, & qui font du Sou-
verain la divinité tutélaire de son Royaume.

A Dieu ne plaise cependant que jamais

nous soyons tentés de méconnoître, SIRE, cette autre branche de votre autorité, ce pouvoir d'administration qui est entre les attributs de la Royauté, ce que la Providence est entre les attribus du Très-haut.

C'est l'administration qui pourvoit à toute l'œconomie de la Société, qui prépare l'abondance, qui prévient les disettes, qui varie les secours suivant la variété des besoins, qui distribue les dignités, qui applique les talens & les employe à l'utilité publique : c'est elle qui dispense les graces, droit exclusif & incommunicable du Souverain. Mais ce genre de puissance auroit-il donc quelque chose d'incompatible avec la puissance des Loix ? Doit-il prévaloir sur elle & l'effacer ? Consultons l'infailible modèle : la providence, la sagesse de Dieu & sa clémence ne prennent rien sur sa justice.

L'administration ordonne de tout ce qui n'est pas du ressort de la Loi. Où la Loi se fait, elle parle ; où la Loi parle, elle se fait. Son objet est de provoquer la Loi, de la protéger & de l'assurer, & non de la contraindre, de la combattre ou de la détruire. En un mot elle est prudence, sagesse, direction, prévoyance, œconomie, modération, conservation, protection ; &

ces vertus qui sympathisent toutes avec la Justice, l'universalité, la plénitude & l'indivisibilité de l'autorité Royale, consistent dans la réunion du pouvoir d'administration avec la puissance des Loix. L'un est le sceptre, l'autre la main de Justice : la concorde de ces deux pouvoirs est l'unité d'autorité ; leur discorde au contraire est anarchie.

„ Il (a) n'est point de Loi qui ne renferme le vœu de la perpétuité & de l'uniformité. „ La Loi est ce que le Souverain annonce lui-même comme sa volonté immuable. Tout l'appareil de la Majesté, toute la plénitude & l'effort de la Souveraineté se sont employés à sa production. Le Roi administrateur l'a provoquée par sa sagesse ; le Roi Législateur l'a scellée du sceau authentique de son autorité ; le Roi Chef des (b) „ Ministres essentiels de la „ Loi „ en a jugé avec eux l'utilité & l'équité ; elle a été revêtue de l'approbation de tous ; elle est universellement reconnue juste ; & tout ce qui l'a contredit ne l'est pas.

Aussi nos Rois de toutes les races desi-

(a) Ordonn. de Février de 1731. sur les Donations.

(b) Ordonn. du 21. Octobre 1467. Edit du mois d'Avril 1485.

rant , à l'imitation de la justice divine , que leur justice , s'il étoit possible , fût éternelle , ont d'avance déclaré (a) „ subreptices & „ iniques , & ont annullé , comme obtenus „ contre leurs consciences , tous ordres ou „ mandemens , même de leur bouche , qui „ leur auroient été surpris contre bien de „ justice , pour opposer leur autorité à celle „ de la Loi. „ C'est , selon eux , de *sobéissance* formelle , que de leur obéir en pareil cas. Leur gloire & leur intérêt l'exigeoient également ; c'étoit la seule façon de s'assurer de regner.

En effet , le Souverain est l'ame de son Royaume. Que l'on introduise dans l'ame des volontés contraires , leur combat la déchire , le regne divisé entr'elles est desolé , C'est ce qui arrive lorsque la force combat contre la justice , lorsque les volontés arbitraires de l'administration s'efforcent de subjuguier la volonté constante de la Loi. C'est anarchie , prémices de décadence & de dissolution.

L'autorité que la Loi garde ne peut se perdre ou s'affoiblir. Votre autorité , SIRE , ne sort point de vos mains en se communi-

[a] Capitulaire de 560. ci-dessus. Ordonn. du 9. Mars 1359. Tom. 4. p. 726. des Ordonn. du du Louvre.

quant aux vrais Ministres de la Loi. Nul d'entr'eux ne prétend & ne peut s'en approprier la moindre portion. Ils n'ont de force que la raison, d'autre empire que celui que la justice a sur votre cœur. Ils ne peuvent rien s'ils n'ont la Loi pour garand, & la pluralité pour témoin. La Loi est leur pensée ; ils sont la parole de la Loi ; ils disent en votre nom ce que la Loi a dit, & par conséquent ce que Vous-même avez dit, puisque la Loi est votre ouvrage : le pouvoir qu'ils exercent vient immédiatement de Vous, & retourne à Vous comme à sa source.

Au contraire, une partie de votre autorité sort nécessairement de vos mains, toutes les fois qu'elle est confiée à titre d'administration, & surtout dans tous les lieux où vous n'êtes pas, & dans toutes les choses que vous ne pouvez voir de vos propres yeux. Celui qui l'exerce n'a point la pluralité pour caution de sa sagesse, puisqu'il exerce seul. Il n'a point la Loi pour garand de sa conduite ; l'administration s'étend sur les choses que la Loi n'a point ordonné, ce n'est point votre volonté qu'il exécute ; les détails que l'occasion fait naître n'ont pû vous être communiqués, il est autorisé à suppléer par sa propre vo-

lonté , & à la faire exécuter avec empire. Quelle facilité , déjà d'en abuser au gré de son ambition , de son intérêt & de ses passions ! Le même pouvoir qu'il a de faire le mal , lui sert efficacement à empêcher qu'on ne Vous en instruisse. Que s'il obtient encore le pouvoir de faire taire la Loi qui le surveille , que Vous restera-t'il donc de votre autorité ?

Alors investi de toute votre Puissance , & décoré de deux qualités inconciliables , que n'entreprendra pas un tel homme !

Bientôt il n'aura plus d'autre sollicitude que d'appliquer l'utilité de sa Toute-puissance à satisfaire l'ambition , l'orgueil , les caprices , les commodités personnelles. Il n'aura plus besoin de se faire un travail pénible de concilier l'administration avec les Loix , de consulter l'équité dans les décisions , de chercher la proportion dans les répartitions , d'observer l'économie dans les arrangemens ; il ne daignera pas même s'astreindre à ces formalités saintes de l'Enregistrement , qui seules rendent légitimes la perception du tribut. Membre tout à la fois & persécuteur du Tribunal dépositaire & conservateur des Loix , il étouffera le cri de la Loi & le zèle des Magistrats , en renouvelant des tems de troubles , auxquels il doit son existence. Quelle

Quelle digue opposer au torrent de ses entreprises, si un Tribunal sagement établi pour protéger vos Sujets contre les excès de son administration, en est lui-même la victime : S'il est autorisé à employer tout genre de violence contre le zèle des Magistrats, rupture de délibération, révélation du secret, délations clandestines, proscription de la pluralité qui lui résiste : S'il peut à son gré changer la face & la constitution du Tribunal, en supprimer une partie, & pour mieux en assurer le renversement total, faire revivre de nouveau un système de discipline dont vos Parlemens vous ont déjà fait connoître l'énormité, & contre lequel, en quelque lieu & à quelque titre qu'il se reproduise, les Loix immortelles de l'intérêt public protesteront à jamais, parce qu'il raviroit à Votre Majesté & à l'Etat le secours de la fidélité & de la vigilance des Magistrats, dont les Rois vos prédécesseurs & singulièrement le Chef de Votre branche Royale éprouverent toute l'utilité ?

Quel espoir de Justice resteroit-il donc à vos Peuples, SIRE, lorsque la cause même du Public ne pourroit plus se faire entendre, lorsque toute liberté seroit bannie, lorsque le zèle & l'intégrité des Juges

feroit pour eux un titre d'exclusion & de persécution, lorsque la pluralité, même dans les affaires les plus importantes, ne seroit plus la règle inviolable des jugemens ?

Ce ne sont point là, SIRE, des craintes chimériques; ce que nous venons de présenter comme hypothèse aux yeux de Votre Majesté, est l'image exacte & réelle des maux qu'éprouve depuis près de deux ans votre Province de Franche-Comté. Sa situation est la même qu'éprouvoient peu de tems auparavant deux Provinces voisines dont les Peuples ne sont encore qu'éventuellement vos Sujets. C'est toujours le même fléau qui se promene successivement par toute la France. C'est le même plan de destruction & de ruine qui déjà a été essayé dans la Capitale du Royaume, les mêmes pratiques pour tacher d'y accoutumer les Peuples, & de leur faire illusion, en leur présentant les debris de la Justice au lieu de la Justice même, en s'efforçant de les soumettre à des jugemens dont la nullité résulte évidemment de la contrainte que souffrent & le Tribunal & les Parties.

Ces faits, SIRE, sont notoires & n'ont rien d'exagéré, cependant les premières plaintes qui vous en ont été faites n'ont

pû trouver croyance. L'adulation a pris les devants, les faits les plus constants Vous sont présentés comme des rumeurs faciles à démentir, & les dangers les plus réels comme des êtres de raison.

Qu'il nous soit permis, SIRE, de vous rappeler quel est le caractère de l'adulation & quels en sont les effets. Dès long-tems un Ministre envoyé de Dieu pour être son ange auprès de vous, prit soin de Vous en prévenir. (a) „ Les discours flatteurs, „ disoit-il, assiègent le Trône, s'emparent de toutes les avenues & ne laissent plus d'accès à la vérité. Ainsi le Souverain est seul étranger au milieu de ses Peuples; il croit manier les ressorts les plus secrets de l'Empire, & il en ignore les événemens les plus publics. On lui cache ses pertes, on lui grossit ses avantages: on lui diminue les misères publiques: on le joue à force de le respecter: il ne voit plus rien tel qu'il est, tout lui paroît tel qu'il le souhaite. „

Ce même Orateur Chrétien déplorait encore (b) la destinée des Souverains dont la „ puissance multiplie au tour d'eux les „ adulateurs, & y rend les amis plus rares. „

[a] Maffillon Pet. car. édit. de 1745. p. 38. 39

[b] Idem, pag. 234. 235.

(a) Enfin il invoquoit votre confiance en faveur de ceux „ qui osent s'exposer à votre „ indignation plutôt que de manquer à la „ fidélité qu'ils Vous ont jurée. „

Cet heroïsme de fidélité, SIRE, est très-rare sans doute, mais il se trouve dans votre Parlement. Combien n'en a-t'il pas fourni de preuves dans ces derniers tems ? Les trente exilés de Besançon en font encore un exemple subsistant. On n'a sollicité auprès de Vous leur disgrâce que parce que l'erreur ne les a point séduit & n'a point usurpé à leurs yeux les droits de la vérité ; que parce qu'ils ont montré (b) „ assez „ de courage pour briser l'iniquité, parce „ qu'ils n'ont point craint la présence de „ l'homme puissant, & qu'elle n'a pas été „ une pierre d'achopement pour leur équité. C'est là, SIRE, la vertu des vrais Magistrats. Les ordonnances exigent d'eux (c) „ une fermeté & une exactitude si grande,

[a] Le même Orateur observe p. 235. » qu'à » peine se trouvoit-il un Daniel dans l'Empire » parmi les Satrapes, qui ne reconnoissoient point » d'autre Loi que la volonté du Prince. »

[b] Noli querere fieri judex, nisi valeas virtute irrumpere iniquitates : ne forte extimescas faciem potentis, & ponas scandalum in æquitate sua, *Ecclesiast. cap. 7. v. 6.*

[c] Edit de Février 1674.

„ qu'ils ne puissent être détournés de leur
 „ devoir ni par la crainte ni par la faveur ,
 „ qui sont les sources principales de tous les
 „ désordres. „ Elles leur enjoignent (a)
 „ de ne pas hésiter à dire librement leur avis
 „ & à parler suivant que chacun l'estime plus
 „ convenable.

Mais en même tems que les ordonnances exigent du Magistrat cette fermeté & cette noble liberté dans leurs opinions , elles assurent le secret des délibérations auxquelles vos Procureurs Généraux ni autres Porteurs de vos ordres ne doivent point assister , & que les opinans font serment de ne point révéler. D'un autre côté , les Loix les plus anciennes tant de fois renouvelées & singulièrement par Charles V. Louis XI. Charles VIII. Charles IX. Louis XIII. & Louis XIV. ont également pourvû à la liberté & sûreté de la personne du Magistrat. (b) Elles

[a] Monendum , ut fidelium nostrorum nullus in consilio tardus appareat , sed unusquisque , ut sibi melius visum fuerit , loquatur. Capitulaires. Baluze tom. 2. p. 266.

[b] Ut nostri fideles , unusquisque in suo ordine & statu , veraciter sint de nobis securi , &c. Volumus ut omnes fideles nostri certissimum teneant , neminem pro merito honore debere privati nisi

,, assurent le Féaux , qu'ils seront VERITA-
 ,, BLEMENT à l'abri des coups de l'autorité
 ,, absolue , & qu'ils peuvent tenir pour
 ,, TRE'S CERTAIN qu'aucun d'eux ne sera
 ,, privé des droits qui lui appartiennent , si
 ,, ce n'est en jugement de Justice dicté par
 ,, raison & équité. Qu'ils ne pourront
 ,, perdre l'exercice de leurs Charges autre-
 ,, ment que par mort , résignation volon-
 ,, taire , forfaiture préalablement jugée &
 ,, déclarée judiciairement par Juges compé-
 ,, tens. Que l'on ne doit avoir égard
 ,, aux Lettres closes expédiées pour le fait de
 ,, Justice. Que les Cours Souveraines
 ,, seront maintenues & conservées en la li-
 ,, bre & entiere fonction de leurs Charges.
 ,, Qu'aucun des Officiers des Cours Souve-
 ,, raines & autres ne pourra être troublé ni
 ,, inquiété en l'exercice & fonction de sa
 ,, Charge par Lettres de cachet ou autre-

justitia , judicio & ratione atque æquitate dictante.
 Capitulaires des Rois Lotaire , Louis le Germa-
 nique & Charles ; Capitulaires de Charles le
 Chauve. Baluze Tom. 1. Voyez aussi Ordonn.
 du 28. Mai 1359. d'Octobre 1467. Février
 1566. Art. 81. Mai 1616. Art. 9. & 22. Octob.
 1648. Art. 15.

„ment, en quelque sorte & maniere que ce
„ soit.

Tous ces titres augustes de la liberté des Magistrats, cette sauve-garde promise avec serment aux Ministres de la Justice pour l'intérêt de la Justice même, SIRE, & pour le vôtre; ces Loix inviolables, & néanmoins de nos jours tant de fois violées, le sont encore présentement dans la personne des trente Exilés de Besançon.

Depuis long-tems, SIRE, la Franche-Comté attend de votre justice que vous lui rendiez ses Magistrats, ses défenseurs, ses Peres, les Coopérateurs de votre équité souveraine. Votre Parlement vous redemande des Membres dont il s'honore: que tardez-vous, SIRE, de les rendre à leurs fonctions, à leur liberté & à leurs droits.

Ah! Nous n'en doutons point, SIRE, leur retour sera prompt. Déjà votre équité les plaint, les indemnise, les console & prépare le triomphe de leur vertu. Mais ce n'est pas encore assez: des principes qui dès votre plus tendre enfance furent gravés au fond de votre cœur avec des caractères divins, que vous rappelez sans cesse, nous donnent droit d'espérer au-

delà (a). „ C'est la Loi qui doit regler l'u-
 „ sage de l'autorité. Les passions , les
 „ volontés injustes , les desirs excessifs &
 „ ambitieux , que l'on voudroit mêler à
 „ l'usage de l'autorité , loin de l'étendre
 „ l'affoiblissent. Ce seroit devenir moins
 „ puissant que de vouloir l'être plus que les
 „ Loix. Ce seroit perdre en croyant ga-
 „ gner (b) : Ceux qui ont outré la puissance
 „ des Rois l'ont toujours affoiblie. Ils n'ont
 „ élevé leurs Maîtres que sur les ruines de
 „ leurs Etats ; & leur zèle n'a été utile aux
 „ Césars , qu'autant qu'il a respecté les loix
 „ de l'Empire. „

Imbu de ces maximes saintes , Vous fen-
 tez , SIR E , comme nous & plus que nous
 le vuide d'un projet insensé , qui sous un
 vain espoir d'accroissement de puissance , ne
 tend au contraire qu'à en attaquer les plus
 solides fondemens. Quiconque s'offre à
 Vous créer une puissance nouvelle , ne se
 propose réellement que de dénaturer & de
 corrompre celle que Dieu Vous a donnée.

[a] Massillon petit carême , p. 150.

[b] *Ibid.* p. 236.

pour se l'approprier ; perfide Sujet , mauvais Citoyen , contre lequel l'indignation publique invoque la vôtre. Faites rentrer dans le néant quiconque se consacre à l'anéantissement de tout bien ; foudroyez pour jamais son système odieux de division & de ruine. Ramenez au contraire cette unité constitutive qui fait la force & la beauté de votre Monarchie , & qui la maintient depuis tant de siècles. Contenez , S I R E , renfermez l'administration dans ses véritables bornes. Dites (comme un de vos plus Magnanimes Prédécesseurs) (a) „ que la force ne sert qu'à vaincre , & qu'il faut des Loix pour gouverner. „ Annoncez qu'en quelque genre d'administration que ce soit , il n'est point de talens , point de services qui puissent vous plaire , qu'autant qu'ils sympatisent avec la justice & respectent ses droits : qu'il n'est point de prétendues considérations d'Etat ou de vûes supérieures, qui puissent prévaloir contre la constitution même de l'Etat ; puisque cette constitution primitive est vraiment la Loi fondamentale

[a] Abregé Chronol. du Prêsid. Henault, Hist. de Charlemagne.

& le titre à jamais sacré & immuable de votre Souveraineté & de notre obéissance.

Ce sont là,

SIRE,

Les très-humbles & très-respectueuses
Remontrances que présentent à VOTRE
MAJESTÉ,

Vos très-humbles, très-
obéissans, très-fidèles &
très-affectionnés Sujets
& serviteurs les Gens
tenant votre Cour de
Parlement.

A Rouen, en Parlement, ce 4. Juillet 1760.